

Négociations sur l'agriculture

L'ambassadeur Adank a convoqué une réunion le 27 mars, afin de discuter de l'état d'avancement des négociations sur l'agriculture, en particulier des enjeux qui se trouvent sur la table pour la Conférence ministérielle de Bali en décembre (CM9), parmi lesquels figurent la proposition du G-33 sur la détention de stocks de nourriture, la proposition du G-20 sur l'administration des CT et la concurrence à l'exportation.

Programmes de détention de stocks

Les membres ont tenu une série de réunions techniques afin de mieux comprendre comment les programmes de détention de stocks de l'un et de l'autre fonctionnent, et comment ils se rapportent à la proposition du G-33 qui a pour objectif de classer les achats gouvernementaux d'aliments auprès d'agriculteurs pauvres aux fins de sécurité alimentaire comme subventions sans effet de distorsion du commerce. Au cours des neuf réunions techniques, les six pays, en l'occurrence le Pakistan, l'Inde, la Chine, l'Indonésie, le Brésil et les Philippines, ont présenté leurs propres programmes qui ont abouti à des discussions détaillées sur la proposition du G-33.

Le G-33 a fait valoir que son « espace stratégique » avait été réduit par l'augmentation des prix, rendant dorénavant les limites de la catégorie orange plus contraignantes, d'où le besoin de « prix administrés » plus élevés pour que le programme reste efficace.

Il considère les programmes de détention de stocks comme le meilleur moyen d'assurer la sécurité alimentaire à ses populations. Les prix administrés aident les gouvernements à faire la concurrence au secteur privé lorsqu'ils achètent des aliments, en stimulant la production par la même occasion pour veiller à la disponibilité de nourriture, tout en fournissant une juste rétribution aux agriculteurs, a déclaré le G-33. Le programme contribue à protéger les agriculteurs pauvres des effets défavorables de l'instabilité des prix.

Les membres de l'OMC ont déclaré qu'ils soutiennent le besoin de détention de stocks comme moyen d'améliorer la sécurité alimentaire. Cependant, ils ne sont pas d'accord sur la façon de s'y prendre. L'Australie, le Canada, le Chili, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Paraguay ont soulevé des préoccupations à l'égard de « [TRADUCTION] l'absence de contraintes pour empêcher les programmes d'avoir des effets de distorsion sur le marché » en gonflant les prix que reçoivent les agriculteurs, ce qui peut, à son tour, entraîner une augmentation de la production qui toucherait en fin de compte les prix mondiaux, a rapporté un fonctionnaire.

On a soulevé, entre autres critiques, qu'il s'imposait d'éviter de changer la façon dont les règles de l'OMC sont construites : catégorie verte c. catégorie orange. Bien que tous aient reconnu la valeur de la proposition, il s'impose de discipliner l'intervention sur le marché pour éviter la distorsion et veiller à ce que les programmes soient vraiment ciblés sur les agriculteurs pauvres et les consommateurs. Entre-temps, l'UE a déclaré qu'elle « [TRADUCTION] n'est pas en mesure de soutenir la proposition du G-33 dans l'état actuel », bien que cela soulève une préoccupation légitime.

Autres sujets pour les résultats escomptés éventuels de Bali :

Administration des CT : Le Japon a continué de s'opposer à la proposition du G-20 qui, selon lui, devrait être équilibrée avec d'autres dispositions en matière d'accès aux marchés des produits agricoles. L'une des préoccupations soulevées par le Japon est de savoir si le traitement spécial et différencié pour les pays en développement laisserait le Japon comme seul pays ciblé par la proposition. En réponse, le Brésil a fait valoir que la proposition ne fait que donner suite aux niveaux d'engagements en matière d'accès aux marchés de l'AACU et ne devrait par conséquent pas être interprétée comme un nouvel accès aux marchés qui a été négocié dans le cadre du Cycle de Doha (Programme de Doha pour le développement ou PDD).

Subventions à l'exportation : Le Groupe de Cairns, qui présentera bientôt une proposition sur l'élimination des subventions à l'exportation et d'autres aspects du pilier de la concurrence à l'exportation, a déclaré avec insistance que le moment est venu d'éliminer les subventions à l'exportation, même si le PDD n'a pas encore été conclu. L'UE, bien entendu, s'oppose à ce que l'ensemble sur la concurrence à l'exportation soit lié au reste du PDD et a mis en garde contre l'inclusion de cet enjeu comme partie des résultats escomptés de Bali. Les É.-U. ont abondé dans son sens, déclarant que l'élimination des subventions à l'exportation pourrait être trop complexe à régler avant la CM9.

Prochaines étapes

À la fin de la réunion, l'ambassadeur Adank a conclu que les membres étaient prêts à entamer les discussions au sujet des stocks publics à un niveau plus politique, pour commencer à « [TRADUCTION] apparier... nos nouvelles connaissances au sujet des politiques existantes avec différents éléments de la proposition, ce qui soulève par conséquent des questions d'ordre technique et politique ».

« Il est également manifeste que nous ne sommes pas encore près d'un accord – en fait, les discussions de fond sur la proposition commencent tout juste », a-t-il déclaré.

Le président fera rapport à M. Lamy qui, le 22 février, a proposé que les membres réévaluent la situation pour Bali lors de la réunion du CNC du 11 avril.

Prochains événements

- Sélection du DG de l'OMC, cycle 1, 9 avril 2013
- Rapport du groupe d'experts : « Définir l'avenir du commerce », début avril 2013
- Séance informelle du CNC (bilan de Bali), 11 avril 2013
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 20-21 avril 2013
- Conseil général, mai, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- XVII^e série du PTP, 15-24 mai 2013, Lima
- Forum annuel de l'OCDE, 27-31 mai 2013, Paris
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 13-14 juin, 4 septembre, 4 septembre
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Forum public de l'OMC, 1-3 octobre 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.]

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVÉS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada